



ObsCi
Observatoire
des Criminalités
Internationales

CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET JEUX D'ARGENT. DES LIENS MULTIFORMES ET UNE RÉPONSE INSTITUTIONNELLE LIMITÉE

Louise GUEVARA / Analyste en relations internationales,
spécialiste du secteur des jeux d'argent

Septembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Louise GUEVARA / Analyste en relations internationales, spécialiste du secteur des jeux d'argent

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire des criminalités internationales (ObsCI) a pour objectif d'étudier et d'analyser en toute indépendance les différents champs des criminalités internationales en appréhendant les problématiques sécuritaires dans leur globalité, en intégrant ses enjeux pour nos sociétés et leurs effets sur les politiques publiques en France comme à l'international. Ses axes d'intervention se concentrent en particulier sur les trafics illicites, la criminalité financière et la corruption, la délinquance, la criminalité environnementale et sanitaire, ainsi que la cybercriminalité.

En mobilisant à la fois des chercheurs et des praticiens de différents pays, l'ObsCI produit des analyses indépendantes qui intègrent leurs incidences économiques, politiques, diplomatiques, sociales, territoriales, étatiques et in fine militaires, dont les interrelations constituent précisément sa géopolitique. Il a pour objectif d'alimenter les débats publics de manière constructive, ainsi que d'accompagner les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les professionnels et les entreprises sur ces sujets.

Il est dirigé par **Gaëtan Gorce**, chercheur associé à l'IRIS, membre honoraire du Parlement, **Nathalie Le Rousseau-Martin**, chercheuse associée à l'IRIS, et **David Weinberger**, chercheur associé à l'IRIS, sociologue.



@ObsCrim

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Depuis l'infiltration des casinos de Las Vegas par les mafias italo-américaines, et de ceux de Macao par les triades chinoises, en passant par l'implication de mafias italiennes et de réseaux criminels post-soviétiques dans le jeu en ligne, la criminalité organisée internationale entretient des liens historiques et multiformes avec le secteur des jeux d'argent.

Pour l'année 2026, les projections de revenus issus du secteur des jeux d'argent (produit brut des jeux¹), s'élèvent à plus de 650 milliards de dollars², un ordre de grandeur comparable au Produit intérieur brut (PIB) de la Norvège ou de l'Autriche. Ces chiffres ne tiennent pas compte des revenus issus du jeu illégal, dont il n'existe pas d'estimation globale précise.

Les liens entre jeux d'argent et criminalité organisée dépassent l'offre clandestine de jeux par des groupes criminels. Le chercheur Antonius Spapens identifie trois formes principales d'interactions : la pénétration du secteur légal des jeux (par exemple, jusqu'au début des années 1980, l'infiltration du milieu des casinos de Las Vegas par les organisations mafieuses italo-américaines), le détournement des formes de jeu légal (par exemple, à des fins de blanchiment d'argent) et l'offre illégale de jeux d'argent par les acteurs issus de la criminalité internationale³.

Les jeux d'argent sont généralement intégrés à une économie polycriminelle, au sein de laquelle se combinent génération de profits, blanchiment de capitaux et diversification des activités illicites. Au cours de la dernière décennie, la numérisation du secteur des jeux a changé l'échelle du phénomène avec une multiplication des plateformes, une circulation transfrontalière des services et le développement de solutions de paiement anonymisantes. Les acteurs criminels sont agiles et savent tirer profit de ces changements et faire évoluer leurs activités, qui s'insèrent elles-mêmes dans des systèmes sophistiqués mêlant activités criminelles et légales diverses, en face la réponse institutionnelle est lente et complexe.

Quelles sont les formes d'implication de la criminalité internationale dans les jeux d'argent et quels sont les défis auxquels est confrontée la réponse institutionnelle ?

¹ Mises totales auxquelles sont soustraits les gains reversés aux joueurs.

² Statista, « Gambling – Worldwide, », <https://www.statista.com> (page consultée le 23 août 2026).

³ James Banks, *Gambling, Crime and Society* (London: Palgrave Macmillan, 2017).

LES LIENS ENTRE JEUX D'ARGENT ET CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Infiltration et exploitation directe d'activités de jeu légales par des groupes criminels

Le Groupe d'action financière (GAFI) met en évidence la stratégie des groupes criminels visant à infiltrer ou exercer une influence sur les casinos afin de faciliter les vols, les fraudes, le blanchiment d'argent et d'autres crimes⁴. L'infiltration de l'écosystème des casinos de Macao par des groupes criminels en constitue une illustration emblématique.

Macao est le seul territoire de la République populaire de Chine où les casinos sont légaux. Au début des années 2010, 70 % de leurs revenus reposaient sur les activités des salles VIP, terrain privilégié des très gros joueurs ou des « baleines »⁵. Parmi ces joueurs, des hommes d'affaires et fonctionnaires venus transférer illégalement des fonds et blanchir les revenus issus de la corruption en République populaire de Chine. Les *junkets*, des intermédiaires des casinos, identifiaient les joueurs VIP potentiels, organisaient leurs séjours et leur octroyaient des prêts conséquents, contournant ainsi les limites légales de sortie de capitaux de Chine continentale. Les dettes de jeu contractées n'étant pas reconnues par les autorités de la République populaire de Chine, certains *junkets* recouraient aux mafias chinoises, les triades, pour leur recouvrement extra-légal, avec intérêt et commission. En elles-mêmes, les activités d'octroi de crédit, change de devises et transferts transfrontaliers muaient les *junkets* en véritables banques parallèles. Leur engagement dans la gestion de *junkets* et les activités connexes de prêts usuraires, racket et chantage ont fait la fortune des triades et de leurs chefs, dont le célèbre Wan Kuok-Koi dit « dent cassée » alors chef de la triade 14K⁶.

Avant la pandémie de Covid-19, les revenus des casinos de Macao, dopés par les *junkets*, étaient cinq fois supérieurs à ceux du Las Vegas Strip. En 2019, dans le cadre de campagnes anticorruption et contre le jeu en ligne illégal, les autorités ont réagi contre les *junkets*, devenus des vecteurs majeurs de la circulation et du blanchiment de capitaux issus de la corruption. Alvin Chau, dirigeant du plus grand opérateur de *junkets* de l'île, Suncity Group, a été condamné à 18 ans de prison, tandis que l'interdiction progressive de la plupart des opérations menées par les *junkets*, notamment l'octroi de prêts aux joueurs, a amené leur quasi-disparition à Macao.

Cette répression a perturbé les activités de réseaux du crime organisé chinois, dont beaucoup ont été transférées dans le Triangle d'or (Myanmar, Laos, Thaïlande), au Cambodge et aux

⁴ GAFI, « Vulnerabilities of Casinos and Gaming Sector », 2009.

⁵ Dans le langage du crime organisé, la « baleine », ou « whale » en anglais, signifie une cible très riche ou extrêmement influente.

⁶ Antoine Viktine, *Triades, la mafia chinoise à la conquête du monde* (Paris : Éditions Tallandier, 2025).

Philippines. La pandémie de Covid-19 et la recherche de juridictions peu réglementées ont parallèlement accéléré leur déplacement vers l'espace numérique ; beaucoup utilisent désormais les cryptomonnaies, le jeu en ligne et les centres d'arnaques. Plus largement, les infrastructures et services associés à cet écosystème criminel étendent désormais leur portée au-delà de l'Asie du Sud-Est, à travers des relais situés au Moyen-Orient et ciblant principalement l'Europe.

Le détournement des formes de jeu légales

Le jeu légal inclut toute activité de jeu d'argent autorisée par la loi, exploitée par un opérateur de jeu habilité, par exemple en France, la Française des jeux (FDJ) ou le Pari mutuel urbain (PMU), et contrôlée par les autorités compétentes.

Ces activités de jeu légales et « dans les clous » ne sont pas à l'abri d'infiltrations, de captations ou de détournements par des groupes criminels.

Parmi les méthodes utilisées pour blanchir de l'argent par leur biais : le rachat de billets de loterie gagnants aux joueurs ; l'achat de jetons de casinos ensuite retirés sous forme de gains ou chèques sans avoir été joués, afin de donner une apparence légale aux revenus d'origine criminelle ; le *smurfing*, qui consiste à diviser une somme importante en plusieurs transactions réduites afin de ne pas attirer de soupçons, parfois par le biais de tiers utilisant un ou plusieurs comptes de jeu⁷. Le régulateur anglais a par exemple rapporté, au cours de l'exercice 2020-2021, la création coordonnée par un groupe criminel de nombreux comptes sous différentes identités (sans doute des mules et des complices) chez plus de vingt opérateurs de jeu différents, afin de blanchir des fonds sans déclencher d'alertes de conformité⁸.

Les opérateurs de jeux d'argent étant soumis à des obligations renforcées de lutte contre le blanchiment de capitaux, fondées sur l'identification des clients, la surveillance des transactions ou encore le signalement des opérations suspectes, les environnements peu ou moins régulés offrent de plus grandes opportunités d'infiltration criminelle, en particulier lorsque les obligations d'identification des clients ou de traçabilité sont insuffisamment mises en œuvre.

Une autre modalité d'exploitation des jeux d'argent légaux par les groupes criminels est la manipulation de rencontres et de compétitions sportives⁹. Le *match-fixing*, en orientant artificiellement l'issue ou le déroulement, transforme l'incertitude sportive en avantage

⁷ GAFI, « Vulnerabilities of Casinos and Gaming Sector », 2009.

⁸ UK Gambling Commission, *Compliance and Enforcement report 2020 to 2021* (Birmingham: UK Gambling Commission, 2021), section « Anti-money laundering and counter-terrorist financing case studies ».

⁹ Council of Europe, *Convention on the Manipulation of Sports Competitions*, CETS No. 215, 2014.

financier maîtrisable, ce qui en fait, pour les groupes criminels, un marché rentable et transnational¹⁰. Ils exploitent à la fois les marchés de paris et les fragilités internes du secteur sportif, comme les déséquilibres financiers ou la circulation d'informations privilégiées¹¹. L'impact se porte ici à la fois sur le marché légal et le marché illégal des paris.

Certains sports individuels sont particulièrement exposés à ces risques, notamment les circuits de second rang du tennis où les revenus sont faibles et les carrières précaires. En 2023, Grigor Sargsyan a été identifié comme le chef d'un réseau international ayant truqué des centaines de matchs de tennis, principalement sur des tournois de bas niveau. 28 personnes ont été condamnées et plusieurs joueurs sanctionnés.

L'offre illégale de jeux d'argent par des groupes criminels

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) qualifie les casinos, les *junkets* et les cryptomonnaies d'éléments essentiels d'une infrastructure de banque clandestine et de blanchiment de capitaux qui alimente la criminalité organisée transnationale d'Asie du Sud-Est¹².

Beaucoup se sont installés dans les zones autonomes de la Birmanie, caractérisées par l'absence de contrôle gouvernemental et d'état de droit. Un système étendu s'y est développé, intégrant désormais le casino en ligne (qui a pris de l'ampleur lors de la pandémie de 2020), les échanges de cryptomonnaies, mais aussi des centres d'arnaques, ou *scam centers*. Depuis ces centres, des personnes recrutées (souvent par tromperie ou contrainte) mènent des fraudes numériques, notamment des escroqueries à l'investissement ou des escroqueries sentimentales. Des milliers de personnes pourraient être piégées dans ces structures au sein desquelles Amnesty International a documenté des cas de traite d'êtres humains, d'esclavage, de travail forcé, de torture, de privation de liberté et d'exploitation d'enfants¹³.

Ces *scam centers* illustrent la convergence entre jeu illégal, fraude numérique et exploitation humaine, formant un écosystème criminel interconnecté où les activités de jeu s'intègrent à des infrastructures criminelles transnationales plus larges, y compris hors Asie¹⁴. On note

¹⁰ Europol, *The Involvement of Organised Crime Groups in Sports Corruption* (La Haye: Europol, 2020).

¹¹ TAK, Minhyeok, JACKSON, Steven J., et SAM, Michael P., « Traces of (Dis)Organized Crime in Sports Gambling: A Case Study of the 2011 K-League Match-Fixing Scandal », *Trends in Organized Crime* (2023).

¹² UNODC, *Casinos, Money Laundering, Underground Banking, and Transnational Organized Crime in East and Southeast Asia: A Hidden and Accelerating Threat* (2024).

¹³ UNODC, *Inflection Point: Global Implications of Scam Centres, Underground Banking and Illicit Online Marketplaces in Southeast Asia* (2025)

Amnesty International, « I Was Someone Else's Property » (2025)

Amnesty International, « Cambodge. Les casinos obtiennent le feu vert de l'État » (2 avril 2026).

¹⁴ UNODC, *op. cit.* : 12

d'ailleurs l'implication de figures majeures de la criminalité organisée de la région, dont « Dent Cassée », ex-chef de la triade 14K.

Les analyses criminologiques convergent sur le fait que les jeux d'argent illégaux organisés par des groupes criminels ne constituent généralement qu'un segment d'une économie polycriminelle plus étendue, au sein de laquelle les groupes combinent selon les opportunités fraude, usure, blanchiment, cybercriminalité, traite d'êtres humains, trafic de stupéfiants ou corruption¹⁵.

Les mafias italiennes intègrent ainsi les jeux d'argent illégaux à leurs activités. Des enquêtes et rapports parlementaires font par exemple état de leur usage récurrent de centres de transmission de données (CTD), des points de vente physiques où les joueurs placent des paris sportifs transmis électroniquement à des opérateurs étrangers. En 2017, l'opération anti-mafia « Jonny » a révélé l'usage de CTD par un clan de la 'Ndrangheta, l'une des mafias les plus puissantes du continent, pour transférer et blanchir d'importantes sommes en espèces par l'intermédiaire du système de paris de CenturionBet Ltd (marque Bet1128), société à l'époque titulaire d'une licence à Malte.

LES LIMITES DE LA RÉPONSE INSTITUTIONNELLE FACE À DES ACTEURS CRIMINELS AGILES ET TECHNOLOGIQUEMENT ADAPTABLES

L'agilité des groupes criminels

Le cas de Macao évoqué plus haut illustre l'adaptabilité géographique et sectorielle des acteurs de la criminalité organisée : lorsque la répression s'accroît sur un territoire, les activités sont déplacées dans des zones moins régulées, tandis que les acteurs criminels tirent parti de la connectivité des trafics pour faire évoluer leurs activités au gré des opportunités. Les jeux d'argent permettent de dissimuler et blanchir des fonds et s'insèrent dans des configurations criminelles plus larges, où se combinent activités licites, marchés illicites et stratégies de blanchiment¹⁶.

Europol souligne que les réseaux criminels exploitent simultanément les plateformes numériques, les structures économiques légales et les innovations technologiques pour étendre leurs activités et accroître leurs revenus¹⁷. Cette mobilité et cette articulation entre

¹⁵ Europol, *European Union Serious and Organised Crime Threat Assessment - The changing DNA of serious and organised crime* (2025).

¹⁶ James Banks, *Gambling*, op. cit. : 3

¹⁷ Europol, op. cit. : 15

activités légales et illégales rendent difficile l'établissement d'un lien direct entre une plateforme spécifique et un groupe criminel déterminé¹⁸.

Les groupes criminels exploitent également leurs réseaux politiques et économiques. La campagne de répression du crime à Chongqing de 2009 et 2010 avait ainsi révélé le système sophistiqué de collusion avec des responsables publics mis en place par Xie Caiping, la « marraine » de la pègre de Chongqing. Elle assurait la pérennité de ses casinos clandestins grâce à ses relations personnelles avec des membres de l'appareil local, notamment son beau-frère, Wen Qiang, ancien chef adjoint de la sécurité publique de la ville, ainsi qu'au versement de pots-de-vin.

La porosité de la frontière entre le jeu légal et illégal

En Europe, Malte est devenue un pilier du jeu en ligne, avec plus de 300 sociétés titulaires d'une licence de la Malta Gaming Authority. Nombre de ces sociétés ciblent principalement le marché européen, sans toujours détenir de licences dans les pays où elles sont actives, invoquant la liberté de circulation des services au sein de l'Union européenne. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne indique pourtant que dans le domaine des jeux d'argent, les réglementations nationales prévalent et chaque État membre peut imposer ses propres conditions d'accès au marché. Ainsi, une offre autorisée dans la juridiction où l'opérateur détient une licence devient illégale lorsqu'elle est proposée, de manière transfrontalière, sur des marchés dont elle ne respecte pas les exigences réglementaires.

Les opérateurs de jeux flirtent avec la frontière entre légal et illégal : une enquête d'*Investigate Europe* de juillet 2026 affirme ainsi avoir identifié un réseau de sociétés-écrans d'environ 145 sites de casinos illégaux opérés par le groupe Soft2Bet, entreprise légale dans plusieurs pays européens. Ces sites auraient généré des millions de visites à travers l'Europe, y compris dans des pays où ils figuraient sur les listes noires des régulateurs nationaux¹⁹.

Il convient de distinguer les opérateurs directement créés, contrôlés ou exploités par des organisations criminelles de ceux qui proposent leurs services dans des pays où ils ne sont pas autorisés : l'illégalité de l'offre sur un marché ciblé ne permet pas, à elle seule, d'établir l'existence d'un lien avec la criminalité organisée.

Il est néanmoins indéniable que les modèles économiques et techniques utilisés par de nombreux opérateurs de jeu illégal, ainsi que le recours à des licences délivrées dans des

¹⁸ James Banks, *Gambling, op. cit.* : 3

¹⁹ Maxence Peigné, « Soft2bet Files: Global gambling network made €600 million from unlicensed casinos with "predatory" tactics », *Investigate Europe*, 8 juillet 2026.

juridictions peu réglementées comme Anjouan ou Curaçao, peuvent faciliter leur exploitation ou leur infiltration par des groupes criminels. Ces derniers investissent dans des opérateurs sur des territoires peu régulés et infiltrent des activités économiques légales, notamment des entreprises technologiques et des prestataires de services, afin de donner une apparence légitime à leurs activités et à leurs revenus.

L'adaptabilité technologique des groupes criminels

Dans le domaine des jeux d'argent et des activités connexes, les groupes criminels ont démontré leur capacité d'innovation et d'intégration des nouvelles technologies dans leurs pratiques et activités. Par exemple, les cryptomonnaies, qui permettent d'effectuer des transactions pseudonymes et parfois de limiter l'identification des parties, sont fréquemment utilisées sur les sites de jeu illégal. Les nouvelles technologies ont aussi diminué la barrière technique au lancement d'offres de jeux d'argent en ligne, et favorisent la multiplication des sites de jeu. C'est le cas des marques blanches, solutions clé en main auxquelles les opérateurs se contentent d'apposer leur marque et qui permettent de produire rapidement un site de jeux préconçu²⁰. Les sites miroirs, des copies exactes de pages internet qui permettent de maintenir la disponibilité des contenus d'un site même en cas de blocage de la page originale sont aussi exploités. Ce sont des outils de contournement des blocages de sites effectués par les autorités et régulateurs.

Ainsi, si en Europe, la plupart des pays ont établi des listes noires des sites illégaux sur leurs territoires, la facilité de redéploiement des sites miroirs et l'usage de VPN rendent leur blocage de ces sites inefficace.

C'est la réalité du monde numérique : toute offre en ligne a le potentiel de devenir globale. Un opérateur de jeux ayant obtenu une licence sur un territoire peu réglementé peut, sans grandes difficultés, offrir ses produits dans d'autres pays, y compris sur des territoires où il est illégal. La nature intangible et transnationale de l'internet complique les contrôles et la répression.

De nombreuses parties prenantes sont impliquées dans la chaîne de valeur des jeux d'argent : opérateurs de jeux, fournisseurs, régulateurs, processeurs de paiement, banques, réseaux sociaux, moteurs de recherche, influenceurs, comparateurs de sites, etc. Tous ces intermédiaires ont un rôle à jouer dans la lutte contre le jeu illégal et la criminalité internationale.

²⁰ UNODC, op. cit. : 12

Google, Meta ou encore X peuvent offrir une visibilité importante à des opérateurs illégaux et à de potentielles arnaques. Par exemple, quelques jours après la mort d'Alain Delon, des *deepfakes* de l'acteur ont été diffusés sur Facebook et d'autres plateformes : dans ces vidéos, l'image de l'acteur affirmait vouloir « partager son héritage » et invitait les internautes à cliquer sur un lien renvoyant vers un site de casino en ligne.

Dans le domaine sportif, le parrainage de nombreux clubs de foot par des opérateurs illégaux donne une apparence de légitimité à leurs offres.

Ceci aboutit à une forte attractivité des offres non réglementées. En France, l'Autorité nationale des jeux (ANJ) estime que la moitié des consommateurs ayant recours à des sites illégaux ignorent le caractère illicite de la plateforme sur laquelle ils jouent.

CONCLUSION

La taille et la complexité du secteur des jeux d'argent en font un terrain d'expression privilégié pour la criminalité organisée internationale au travers de l'infiltration des activités légales, de l'instrumentalisation des opérateurs régulés ou de l'offre illégale de jeux d'argent.

Trois constats principaux ressortent : tout d'abord, les jeux d'argent ne sont qu'une composante d'écosystèmes criminels plus larges combinant entre autres blanchiment, fraude et traite d'êtres humains, et ils prennent de l'importance en tant que ressource financière pour la criminalité internationale. De plus, la numérisation a profondément transformé l'économie du jeu, en facilitant la mondialisation des offres, l'anonymisation des paiements et la multiplication d'opérateurs éphémères. Enfin, la porosité de la frontière entre jeu légal et illégal complique l'action publique.

La réponse institutionnelle peine à suivre le rythme des adaptations criminelles. Le processus lent de qualification d'un phénomène et de la mise en place d'instruments de réponse est en décalage avec la modification rapide des modes opératoires, des outils techniques et des territoires d'implantation des groupes criminels.

Les risques sont renforcés par la nature transfrontalière du jeu en ligne : l'illégalité d'une plateforme sur un territoire ne veut pas dire inaccessibilité. Dans ce cadre, les rôles et responsabilités des facilitateurs et de l'ensemble des parties prenantes du secteur doivent être évalués, tant quant à la visibilité qu'ils offrent aux opérateurs illégaux qu'à leur facilitation de l'accès et du paiement de leurs produits.

La lutte contre le jeu illégal, qui peut se révéler un outil important de blanchiment de capitaux et de circulation de fonds illicites, doit faire partie intégrante de la lutte contre la criminalité organisée internationale.

Et face à l'adaptabilité des acteurs criminels et à la nature transfrontalière du problème, la coopération internationale est fondamentale, notamment au travers de cadres structurés et rapides de partage d'informations entre les parties prenantes et les autorités.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.